

Suède : l'exécutif veut limiter l'accès aux prestations sociales des immigrants non européens

écrit par Christine Tasin | 23 octobre 2023



Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson (image d'illustration).



Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson (image d'illustration).

Et nous, et nous, et nous ?

En tout cas, si l'on devait relever les éléments importants de l'article ci-dessous,

-Tiens, tiens, il n'y a pas que en France que l'immigration non européenne pose un maximum de problèmes et notamment le partage des valeurs suédoises. Pourquoi donc, Macron ? Pourquoi donc Der Leyen ?

-Tiens, tiens, il n'y a pas que en France que cette immigration est liée à une augmentation de la criminalité. Pourquoi donc, Macron ? Pourquoi donc Der Leyen ?

-Tiens, tiens, il n'y a pas qu'en France que trop de ces immigrés ne vivent que des prestations sociales. Pourquoi donc, Macron ? Pourquoi donc Der Leyen ?

Le gouvernement suédois a annoncé le 20 octobre vouloir durcir les conditions d'octroi des prestations sociales aux migrants non européens afin de dissuader de nouvelles arrivées et de «mieux intégrer» ceux déjà`présents.

«Depuis 2012, plus de 770 000 personnes ont immigré en Suède de pays hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen», écrivent Ulf Kristersson et les trois autres dirigeants des partis de la coalition dans une tribune parue dans le quotidien Dagens Nyheter (DN) le 20 octobre.

«Avec une politique d'intégration qui n'a pratiquement aucune exigence (envers les migrants) et aucune incitation à s'intégrer à la société, cette forte immigration a créé une Suède divisée», poursuivent-ils. Conséquence, selon eux : une partie de la population souffre de «la ségrégation, [de] l'exclusion, [du] chômage, [des] mauvais résultats scolaires et [de] l'absence de valeurs suédoises communes».

Le gouvernement, dirigé par le chef du parti conservateur des Modérés, Ulf Kristersson, a été constitué il y a un an par une coalition soutenue pour la première fois par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD) qui n'a cependant pas de ministres. Cette coalition a été élue sur la promesse de réduire l'immigration et la criminalité.

L'Etat providence suédois confronté à sa propre générosité

Ce pays scandinave, où vivent 10,3 millions de personnes et connu pour sa généreuse politique sociale, a «d'importants problèmes» avec les personnes nées à l'étranger qui vivent des prestations sociales, ajoutent les responsables politiques.

La coalition entend mettre en œuvre des réformes pour que les migrants hors UE soient obligés de trouver du travail et d'apprendre le suédois. Le gouvernement veut également introduire un plafond pour le cumul des aides. Il souhaite aussi imposer un délai, non encore précisé, entre l'arrivée en Suède de ces migrants et le moment où ils pourront toucher des aides.

Contacté par l'AFP, Anders Ygeman, un ancien ministre social-démocrate de l'Immigration, a souligné qu'il existait

déjà des conditions pour bénéficier de certaines prestations sociales en Suède. «Il est évidemment important que nous ayons une intégration qui fonctionne et que les [personnes venant d'arriver] trouvent rapidement du travail et nous devons aussi avoir un système de prestations sociales permettant une bonne intégration», a-t-il déclaré.

Le nombre des demandes d'asile a diminué de 26% en Suède au premier semestre par rapport à la même période de 2022, comparé à une hausse de 30% à l'échelle européenne, écrit le gouvernement dans sa tribune.

La Suède a accueilli de nombreux migrants dans les années 1990, en particulier en provenance de Yougoslavie, de Syrie, d'Afghanistan, de Somalie, d'Iran et d'Irak, mais a rencontré des difficultés à les intégrer.

<https://francais.rt.com/international/107621-suede-executif-veut-limiter-acces-prestations-sociales-etrangers>